

Chin Human Rights Organisation

Il y a plus de 100 différents groupes ethniques au Myanmar. Les Birmans représentent 68% de la population estimée à 51.5 millions de personnes. Le pays est divisé en sept régions dominés par les Birmans et sept Etats ethniques. Le gouvernement birman appelle ces groupes, généralement considérés comme peuples autochtones comme des « nationalités ethniques ». Cela inclue les Shan, les Karen, les Rakhine, les Karenni, les Chin, les Kachin et les Mon. Cependant, il y a plus de groupes ethniques qui sont considérés ou se considèrent eux-mêmes comme des peuples autochtones, tels les Akha, Lisu, Mru et beaucoup d'autres.



La Birmanie a été dirigée par une succession de gouvernements dominés par les militaires depuis que le gouvernement populaire a été renversé en 1962. Les élections

générales du 8 décembre 2015 ont vu la victoire écrasante du Parti de l'Union Solidaire et du Développement (USDP) d'Aung Saw Suu Ky'i. Le transfert de pouvoir suivant s'est fait paisiblement, et après un demi-siècle de direction militaire, la nouvelle administration a pris ses fonctions à la suite d'une cérémonie formelle le 30 mars 2016. La NLD, dirigée par Aung San Suu Kyi en tant que Conseillère d'Etat, a commencé le processus de «réconciliation nationale» avec une coexistence délicate avec les militaires, qui conservent 25% des sièges sans élection dans le Hluttaw (Maison des Représentants), lui donnant un droit de véto sur les changements constitutionnels.

Le Myanmar a voté en faveur de la Déclaration des Droits des Peuples autochtones des Nations Unies (UNRRIP), adopté par l'Assemblée Générale des Nations unies en 2007, mais n'a pas signé la Convention internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciales (ICERD), et n'a pas ratifié la Convention 169 OIT. Elle a approuvé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes (CEDAW) et la Convention sur les droits des enfants (CRC), mais oublie de prendre en considération beaucoup des recommandations du CEDAW et du CRC.

Loi et politique de développement des terres

Le Myanmar a lancé en 2017 deux étapes pour le Dialogue National sur les Droits des Peuples autochtones (*National Policy Dialogues on the Rights of Indigenous Peoples*), qui a amené un total de 105 participants, incluant des représentants du Ministère pour les Affaires Ethniques, des représentants des organisations des peuples autochtones et des représentants des Nations Uniesⁱ. Le but était d'amener tous ces parties prenantes ensemble pour permettre des interactions, un dialogue et offrir des perspectives en vue d'une compréhension commune et de concevoir une participation par la loi pour la Protection des Droits Ethniques en 2015, destinée aussi potentiellement à d'autres initiatives sur les droits autochtones, comme le «*Plan National d'Action de soutien à la mise en œuvre de l'UNDRIP*».

La seconde version préliminaire de règlement est encore en examen au Ministère des Affaires ethniques suite à un second tour de consultations réglementaires en juin 2017. Ces ébauches de règlements incluent et/ou étendent les mesures directement liées à l'UNDRIP, Articles 8, 11, 19, 21, 24 et 32.

Il faut noter que Aung San Suu Kyi est venue au dialogue en février et a fait un discours de bienvenue, déclarant son soutien pour l'initiativeⁱⁱⁱ.

Un certain doute entoure les progrès de la Politiques pour l'Usage des Terres Nationales (*National Land Use Policy - NLUP*) durant l'année 2017. La Commission pour l'Evaluation des Affaires Légales et des questions spéciales, dirigée par un ancien Président de l'Union pour la Solidarité et le Développement, Thura Shwe Mann, recommanda que les éléments clefs nécessitaient une révision, ce qui incluait la protection des droits sur les terres ethniques et la formation d'un Conseil pour l'utilisation des terres distinct (*National Use Council*)ⁱⁱⁱ. Cependant, la formation du Conseil destinée à la mise en œuvre des objectifs et principes conducteurs de la NLUP était imminente pour le début 2018. Des amendements proposés pour la Loi sur les Terres Agricoles, Vierges, Vacantes et les Terres en friche (*Farmland Law and Virgin Vacant and Fallow Land Law*) ont été contestés par des réseaux de la société civile en se basant sur le fait que la loi n'offrait aucune sécurité sociale pour les petits fermiers, qu'il y avait un manque de consultation

ⁱ

en relation avec le processus d'amendements et que les propositions savaient les mesures au sein de la Politique pour l'Usage des Terres Nationales^{iv}. Des révisions de la Loi sur les Forêts et la loi sur l'Acquisition des Terres sont aussi en cours.

Prévention et protection contre les violences faites aux femmes

La longuement attendue proposition de loi sur la Prévention et la Protection contre la Violence contre les Femmes, en rédaction depuis 2013, a été soumise au Parlement en novembre. Parmi les mesures se trouvent les condamnations à vie pour ceux coupables de viols de filles en dessous de 18 ans ou handicapée. Les viols au sein du mariage sont aussi reconnus dans la proposition et peuvent menées à 5 ans d'emprisonnement^v. La Ligue des Femmes de Birmanie, bien que demandant la mise en place rapide de la proposition de loi a aussi mis en lumière la continuelle impunité dont profitaient les militaires birmans avec la Constitution de 2008 comme étant un obstacle pour une transition démocratique non violente et le développement de la vie des femmes^{vi}.

La terre et le processus de paix

La Seconde Conférence du 21^e siècle de Panglong pour l'Union et le Paix (UPC) s'est tenue en mai 2017 lors de laquelle 37 principes ont été acceptés entre les signataires de l'Accord sur Cessez-le-Feu National (Nationwide Ceasefire Agreement - NCA). Parmi les 37 principes, 12 se concentrent sur le secteur politique, 11 sur l'économie et 4 sur la politique sociale^{vii}.

Les dix points qui sont spécifiquement reliés à la terre et aux ressources naturelles inclue un accord pour développer une politique à propos des terres où les hommes soient au centre et qui soit basé sur la justice et l'impartialité, avec un système de gouvernance moins centralisé. Il a aussi été décidé que les politiques concernant les terres nécessitaient de se rapprocher des standards internationaux et que les politiques soient faites d'abord dans l'intérêt des paysans.

La préservation de l'environnement est aussi concernée et un accord sur un plan a été trouvé pour répondre à ces questions pour « *protéger et maintenir l'environnement naturel et le protéger des ravages et destructions des terres qui sont un héritage social, culturel et historique par les nationalité ethniques* »^{viii}.

De plus le Comité Conjoint pour Dialogue pour la Paix de République de l'Union du Myanmar (*Republic of the Union of Myanmar Union Peace Dialogue Joint Committee - UPDJC*)^{ix} s'est accordé pour travailler vers neuf principes pour créer un système fédéral d'administration des terres.

Aux négociations sur l'UPC, les représentants des militaires birmans luttent pour dire que le système légal actuel est en accord avec les standards internationaux concernant les droits de l'homme, qu'ils sont en phase avec les neuf principes cités plus haut et, sur cette base, ne réclamant aucun amendement.

La prochaine Conférence pour la Paix de l'Union est prévue pour la fin 2018^x.

Le Comité Central pour la Re-vérification des Terres Agricoles Confisquées et Autres Terres (*Central Committee for Re-scrutinizing Confiscated Farmlands and Other Lands*) continue ses tentatives de résoudre les 3 980 plaintes soumises en relation avec l'obligation des confiscations de terres par les militaires à travers le pays. Le Comité, dirigé par le Vice-Président Henry Van Thio a rapporté que 212 cas ont été résolus^{xi}.

Lié au retour des terres confisquées, et quand un législateur s'enquit dans l'Etat de l'Arakan de 100 acres de terres destinés aux fermiers locaux, le Vice Ministre de la Défense Maj-Général Myint Nwi répondit que l'Armée Birmane économisait 75 milliards de Kyats tous les ans sur le budget national en cultivant sur les terres confisquées et n'avait aucune intention de les rendre^{xii}.

Les contributions miliaries en cours

En dépit de la réforme en cours au Myanmar, 2017 a vu la continuation d'intérêts en compétitions les uns avec les autres à propos des terres, caractérisés par un manque de liberté, d'informations en amont d'un consentement, de compensation inadéquates pour des relocations et un manque de transparence ainsi que des recours judiciaires. Aggravant le problème un peu plus il y a 17 départements différents^{xiii} en lien avec la gouvernance des terre sans compter les administrations des ethnies armées, ce qui implique que les terres et territoires indigènes continuent d'être vulnérable au népotisme, qui est aussi dominant qu'aparavant. Selon le Groupe de Travail Birman sur l'Environnement (BEWG), les cessez-le-feu bilatéraux avec les groupes ethniques armés dans les régions riches en ressources ont développé « une exploitation des ressources naturelles rampante et étendu l'emprise politique, économique et militaire de Naypitaw »^{xiv}. Le groupe appela à un moratoire national à grande échelle concernant les ressources naturelles tant que l'Accord de Paix de l'Union ne puisse offrir une plateforme constitutionnelle fédérale^{xv}.

Un exemple de cette façon de voler les ressources est l'action « détruire et saisir »^{xvi}, le BEWG prévient et tente de faire comprendre aux villageois qui déclarent que les activités minières sur la Montagne Nun Lya, sous la direction de la compagnie Chit Linn Myaing Toyota et possédée par la responsable de la Border Guard Force^{xvii} dans la région, a commencé en février sans consentement des communautés de quatre villages^{xviii}. La montagne, où les activités minières ont commencé en février 2017, donne de l'eau potable toute l'année à partir d'une grotte qui est aussi considérée comme un site historique important par les habitants. La compagnie Chit Linn Myaing Toyota a loué une carrière à la compagnie nationale chinoise China Road and Bridge Corporation, qui a son tour va utiliser les pierres de la carrière pour développer l'autoroute asiatique dont les fonds proviennent de de la Banque Asiatique pour le Développement (ADB) reliant la Thaïlande au Myanmar, un projet qui provoqué des abus dans le domaine des droits de l'homme envers les communautés locales lors de sa mise en œuvre^{xix}.

Il est intéressant de noter que les prises de terres confisquées avec l'aide militaire continuent simplement pour des raisons récréatives. Dans l'Etat Shan, les fermiers se sont plaints que 200 acres de terres ont été prises par les militaires pour étendre le golf de Sin Taung dans le district de Lashio. La terre sur laquelle le court de golf s'étend de 200 acres a été prise des mains des fermiers locaux en 1998 par le Bataillon Eastern North Division 7005, sans échange de compensation ou de terres de substitution^{xx}.

Les présentes structures de gouvernance ont des sources de financements internationales, avec comme responsabilités de mettre en œuvre intérieurement des garde-fou pour protéger les intérêts des communautés dans les projets de développement.

Un responsable de l'ADB, Shihiru Date, qui supervise le projet minier de Nu Lya se réfère aux propres garde-fous de l'ADB en déclarant que le projet était « en vérification »^{xxi}.

Dans un autre exemple, les questions de gouvernance et l'incapacité des départements dont ils dépendent de les faire adhérer à des sauvegardes sociales et environnementales ont eu pour résultat le retrait de 60 millions de dollars pour le projet de réhabilitation de l'autoroute de Hakha-Kalay dans l'Etat Chin. Citant un manque d'impact social et environnemental de la part du Ministère des Constructions, les fonds du projets, destinés à aider l'Etat Chin après le cyclone Mora, ont été retirés à la suite la non compensation des maisons détruites et des misérables conditions de travail, entre autres^{xxii}.

Les protestations et les actions communautaires

Projets de barrages

Le Jour International des Rivières (International Rivers Day), des rassemblements ont eu lieu dans les Etats Kachin, Shan, Karen, Karenni et Mon car les communautés autochtones ont préparé des manifestations concernant le droit de décider comment devraient être utilisé sur les terres traditionnelles^{xxiii} et les ressources naturelles dont ils dépendent pour vivre. Selon le Master Plan au Niveau du Gouvernement Central de l'Energie, 50 barrages sont planifiés, surtout le long des rivières de la Salween et de l'Irrawady. Non seulement les communautés locales et les CSO concernés ont prévenu des conséquences destructrices sur l'environnement et sur les moyens de subsistance, pour un petit bénéfice pour les communautés locales ; ils sont aussi considérés comme un moyen d'expansion de l'armée birmane dans les régions contestées par les ethnies, de la même manière que les autres projets d'infrastructure, portés par des organisations « amies », et sont donc destinée à accroître la militarisation et renforcer les conflits^{xxiv}.

Aires protégées

Dans un style similaire, des communautés locales dans l'Etat Kachin ont protesté contre l'expansion du Parc National du Mt Hkakabo Razi. En s'appuyant sur la perte de terres, le manque d'informations en amont et d'accord avec une perception générale que les intérêts du gouvernement central ont été fait de manière à exploiter les communautés autochtones sans bénéfice, le Comité Politique Kachin pour la Coopération a fait une déclaration rejetant la proposition soutenue par l'UNESCO, de l'extension du parc^{xxv}.

Conflits fonciers

Dans quelques cas, les actions communautaires organisées pour répondre à des problèmes ont été perçues comme ayant le potentiel de devenir une « épidémie de conflits à propos des terres »^{xxvi} si l'on ne s'en occupait pas et cela eut pour résultat des arrestations, des emprisonnements en vertu des lois faites pour supprimer la liberté de rassemblements non violents^{xxvii} et, dans certains cas, mena à l'intimidation et à des tueries. Il y eu 13 fermiers et un activiste des terres mis en prison^{xxviii} et 105 autres attendent le jugement sous le coup des lois concernant les protestations d'août^{xxix}.

En octobre, un activiste pour les terres et membre de l'Union Nationale des Fermiers, Htay Aung, a été battu par une foule de 20 personnes sur le chemin d'une réunion organisée pour discuter de l'appropriation des terres par un administrateur du village de Iwine Parhe dans le district de Naungcho, au nord-est de Mandalay. Il mourut deux jours plus tard suite à ses blessures^{xxx}. Considérant les circonstances entourant le cas, la

responsable de l'Union Nationale des Fermiers se demanda s'il s'agissait d'un acte prémédité, lié à un conflit foncier en cours de discussion^{xxxix}.

On a tiré pour intimider un groupe de villageois qui était arrivé pour inspecter le site minier de la Montagne Yun La, dans l'Etat Karen. 900 villageois vivant aux alentours de la montagne ont signé une pétition pour que le gouvernement de l'Etat protège les moyens de subsistance et les sites locaux menacés par les carrières^{xxxix}.

Le Parc de la Paix de Salween (Etat Karen)

En réponse à certaines questions soulevées plus haut, beaucoup de CSO's et de NGO's et d'autres groupes communautaires, ensemble avec les gouvernements locaux, ont développé leurs propres visions des aires de conservation et des protections coutumières des terres.

Le Parc de la Paix de Salween, pour donner un exemple, est un processus alternatif, venue de la base, centrée sur les hommes à la mise en œuvre centralisée des Parcs nationaux qui résultent généralement par la perte de terres et de moyens de subsistance des peuples autochtones. Le parc, qui veut protéger le bassin de la rivière Salween d'un « développement destructif » de la part du gouvernement central et des compagnies étrangères, doit être terminé en 2018^{xxxix}. 300 représentants de 23 villages de 3 districts de Mutraw dans l'Etat Karen, ensemble avec le Département des Forêts du District et soutenu par le Réseau d'Action Sociale et Environnementale Karen (*Karen Environmental and Social Action Network - KESAN*) mettent en place leur vision d'une aire de conservation communautaire suivant des référendums publics, résultant dans l'ébauche d'une charte commémorant le début d'une auto-détermination, des droits sur la terres et les territoires, et une gouvernance locale des Karen sur leurs terres ancestrales^{xxxix}.

L'initiative a été développée dans le cadre du système terrien autochtone, *Kaw*, un emplacement physique et une institution sociale pérenne pour la gouvernance des terres basée sur des arrangements communaux et coutumiers incluant des savoirs écologiques autochtone, des aires de protection pour la vie sauvage, des rotations pour les champs cultivés des plateaux, l'application de règles sur le fait de ne pas chasser des espèces emblématiques et des mécanismes pacifiques de résolutions des conflits. L'initiative du Parc de la Paix de Salween comprend actuellement 29 *kaw* soit une proposition pour 5 205km² et veut protéger et revitaliser le système *kaw* parmi d'autres communautés comme une alternative pérenne aux mégaprojets, tout autant qu'un moyen pour les réfugiés et les personnes déplacés de réintégrer l'Etat Karen avec un impact minimal sur l'environnement naturel, en faisant un essai pour une dynamique « vision vivante » plutôt qu'un Parc national^{xxxix}.

La politique nationale des terres au Naga

La continuation de la mise en œuvre par l'Etat de la politique d'utilisation des terres se poursuit en 2017. La Politique Nationale pour les Terres au Naga (*Naga National Land Policy*) a été élaborée en 2017 par le Conseil aux Affaires du Naga (CAN) et le Comité Central de la Tradition, Littérature et Culture du Naga (*Naga Tradition, Literature and Culture Central Committee - NTLCCC*), avec l'organisation de la société civile SHANAH. La politique s'intéresse principalement à l'avancement de la gestion et de la propriété

traditionnelle Naga sous des règles mises en place dans la section 8 de Politique Nationale pour l'Utilisation des Terres, Calendrier Trois de la Législation, Article 12 de la Loi d'Administration des Circonscriptions et des Villages et la négociation politique de la 21^e Panglong /Conférence pour la Paix et l'Union.

La politique a été adoptée par les CSO's Naga et les institutions coutumières en décembre 2017 lors de la consultation des parties prenantes à Khamti et une plus large consultation au niveau tribal a été organisée^{xxxvi}.

ⁱ Le workshop national de deux jours tenu à Naypitaw a été organisé par l'Organisation Chin des Droits de l'Homme en partenariat avec le Groupe de Travail International pour les Affaires Internationales (IWGIA), le Fonds International pour l'Agriculture et le Développement (FAD) et le Forum Permanent des Nations Unies sur les Questions Indigènes (UNFPII).

ⁱⁱ BNI, Mulyi Media Group, « Le règlement pour protéger les Minorités Ethniques semble avoir été approuvé en avril », 3 février 2017 <https://www.bnionline.net/en/news/karen-state/item/2696-the-by-law-to-protect-the-right-of-the-ethnicminorities-seems-to-be-approved-in-april.html>

ⁱⁱⁱ Global Witness Press Release, "Myanmar Government Backtracking on Land Law Threatens to Worsen Land Conflicts" July 2017. <https://www.globalwitness.org/en/press-releases/myanmar-government-backtracking-land-lawthreatens-worsen-land-conflicts/>

^{iv} Myanmar Times "Objection to farmland law changes Draft Bill" 28 July 2017 <https://www.mmtimes.com/national-news/yangon/26993-objection-tofarmland-law-changes-draft-bill.html>

^v The Irrawaddy, "New Law to Protect Women, Girls Against Violence" Oct 2017, <https://www.irrawaddy.com/news/burma/new-law-protect-women-girlsviolence.html>

^{vi} Women's League of Burma, "Children Bear the Brunt" Nov 2017, http://www.womenofburma.org/publications/GirlsBeartheShame_WLBBriefingPaper_Eng.pdf

^{vii} Frontier, "Peace Negotiations and Constitutional Reform" <https://frontiermyanmar.net/en/panglong-peace-negotiations-and-constitutionalreform>

^{viii} Ibid.

^{ix} Concernant la structure des différents groupes voir <http://www.presidentoffice.gov.mm/en/?q=briefing-room/notifications/2017/02/17/id-7287>

^x Eleven, "Third Round of 21st Century Panglong Conference Scheduled for January" 29 Nov 2017 <http://www.elevenmyanmar.com/politics/12592>

^{xi} Republic of the Union President Office, "VP U Henry Van Thio Attends Meeting on Committee on Confiscated Farmlands" <http://www.president-office.gov.mm/en/?q=briefing-room/news/2017/04/01/id-7452>

^{xii} The Irrawaddy, "Deputy Defence Minister: Army Agriculture on Confiscated Land Saves Money" 30 May 2017, <https://www.irrawaddy.com/news/burma/deputy-defense-minister-army-agriculture-confiscated-land-saves-money.html>

^{xiii} International Alert, "Forest Law Enforcement Governance and Trade in Myanmar: A conflict sensitivity Analysis" 2017.

^{xiv} Burma Environmental Working Group, Press Release, <http://www.bewg.org/node/36> 24 Oct 2017

^{xv} Burma Environmental Working Group, "Resource Federalism: a Roadmap for decentralized governance of Burma's natural heritage" 2017

^{xvi} Supra note 9.

^{xvii} The Border Guard Force in Karen State, which was created in 2009 from the Democratic Karen Buddhist Army.

^{xviii} Frontier, "An Army, A Mountain and the Asian Development Bank" <https://frontiermyanmar.net/en/an-army-a-mountain-and-the-asian-development-bank>

^{xix} Le projet de route financé par l'ADBT a été documenté pour avoir été mis en œuvre avec un manque d'observations du consentement libre et avisé et a accru la présence militaire dans les régions de cessez-le-feu dans un rapport conjoint du KHRG, THWEE Community Development Network, and the Karen Environmental and Social Action Network (KESAN), See "Beautiful Words, Ugly Actions: The Asian Highway in Karen State" <http://khr.org/2016/08/beautifulwords-ugly-actions-0>

^{xx} Assistance Association for Political Prisoners (AAPP), "December Chronology" December 2017. <http://aappb.org/2018/01/6909/>

^{xxi} Supra note 10.

^{xxii} Mizzima, "Project Conditions Failure sees World Bank Block Road Rebuild" Wednesday 1 November 2017. <http://www.mizzima.com/development-news/>

^{xxiii} Democratic Voice Burma, "Ethnic Communities Protest Dams, Risking Lives, Cultures and Environments" 17th March 2017. <http://www.dvb.no/analysis/ethnic-communities-rally-dams-threatening-lives-culturesenvironments/74628>

^{xxiv} International Day of Action for Rivers: Statement by Burma Rivers Network BRN, Save the Salween Network, and the Burma Environmental Working Group Countrywide gatherings on International Rivers Day to Oppose Large Dams in Burma's Conflict Zone http://burmariversnetwork.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1264:international-day-of-action-for-riversstatement-by-burma-rivers-network-brn-save-the-salween-network-ssn-andthe-burma-environment-working-group-bewg-countrywide-gatherings-oninternational-rivers-day-to-oppose-large-dams-in-burma-s-conflictzones&catid=23&Itemid=108

^{xxv} The Irrawaddy, "Locals to protest UNESCO Natural World Heritage Designation at Hkakabo" 25 September 2017 <https://www.irrawaddy.com/news/burma/locals-to-protest-unesco-natural-world-heritage-designation-at-hkakabo-razi.html>

^{xxvi} FIDH, "Land of Sorrow: Human Rights Violations at Myanmar's Myotha Industrial Park" Sept 2017, https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_report_-_land_of_sorrow_human_rights_violations_at_myanmar_s_myotha_industrial_park.pdf

^{xxvii} Le projet de loi sur le Rassemblement Pacifique et la Procession Pacifique est vaguement accompagné de clauses au sein du Code Pénal, permettant d'arrêter arbitrairement les organisateurs qui n'ont commis aucun crime. La Section 505 (b) offrent des stipulations vagues sur les violations de la paix publique ce qui, en pratique, veut dire qu'on peut arrêter des personnes avec le postulat que toute action associée à un individu peut être perturbatrice dans le futur ; la conception de la loi est faite pour réprimer l'opposition.

^{xxviii} Assistance Association for Political Prisoners (AAPP), 39 Remaining PPs 2017, available at: <http://aappb.org/2017/08/aapp-monthly-chronology-of-july-2017-and-current-political-prisoners-list/39-remaining-pps-updated-on-jul-31-17/>

^{xxix} Assistance Association for Political Prisoners (AAPP), 39 Remaining PPs 2017, available at: <http://aappb.org/2017/08/aapp-monthly-chronology-of-july-2017-and-current-political-prisoners-list/39-remaining-pps-updated-on-jul-31-17/>

^{xxx} Reuters "Calls for Action After Land Rights Activist Beaten to Death" <https://www.reuters.com/article/us-myanmar-landrights-crime/calls-for-action-aftermyanmar-land-rights-activist-beaten-to-death-idUSKBN1D91TF>

^{xxxi} Radio Free Asia "Myanmar Land Rights Activist Beaten to Death by Mob in Shan State" <http://www.rfa.org/english/news/myanmar/landmurder-11022017170742.html>

^{xxxii} Supra note 16.

^{xxxiii} Karen Environmental and Social Action Network "A Vision for Indigenous Karen Landscape of Human Nature Harmony in South East Myanmar" <https://progressivevoicemyanmar.org/wp-content/uploads/2016/11/engpeaceparkflyer.pdf>

^{xxxiv} Mizzima, "Conserving Protected Indigenous Landscape" 10 January 2017 <http://www.mizzima.com/development-news/conserving-protectedindigenous-karen-landscape>

^{xxxv} Supra note 18.

^{xxxvi} Information provided by SHANAH's Director.

*L'auteur et l'éditeur de cet article sont conscients du conflit existant à propos du nom Myanmar/Burma ; cependant, Myanmar est ici utilisé pour éviter la confusion.

L'article a été produit par le **Chin Human Rights Organisation (CHRO)**. CHRO travaille à la protection et la promotion des droits de l'homme sous surveillance, recherche, documentation, éducation et milite au nom du peuple indigène Chin et d'autres communautés ethniques/indigènes du Myanmar. L'organisation est un membre fondateur du Réseau des Peuples Indigènes au Myanmar, composé de plus de 20 organisations non gouvernementales engagés sur les questions des peuples indigènes de ce pays.

Source : IWGIA The Indigenous World
Traduction pour le GITPA par **Jacques Ivanoff**
membre du réseau des experts et du Conseil consultatif du GITPA pour l'Asie